Les journaux télés du 2 mars 2018

Travail en cours...

Ford et Castorama sur France 5 dans C dans l'air du 1er mars 2018

Travail en cours...

Conférence de presse de Bruno Le Maire

Pour tous ceux qui ont essayés de visionner notre vidéo un peu plus bas sur cette page, suite à une mauvaise manipulation, elle ne fonctionnait pas. Il faut savoir que cette vidéo a été mise en ligne depuis le train du retour dans des conditions pas terribles. Mais elle fonctionne maintenant. Nous signaler si ça n'était plus le cas. Désolé pour le dérangement, on fait ce qu'on peut avec nos moyens limités. Vos nombreuses réclamations nous rassurent sur le travail que nous faisons ici, ce site est très visité et c'est tant mieux. Nous venons d'ailleurs de dépasser les 600 000 visites. C'est une récompense.
Amicalement,
La CGT Ford

Ford Aquitaine Industries dans

les médias du 2 mars 2018

Usine Ford à Blanquefort: maintenir l'activité jusqu'en 2019, et après?

Usine de Blanquefort : face à Ford, Le Maire affiche l'«unité» politique et syndicale

Syndicats et gouvernement unanimes : « Ford doit tenir ses engagements » à Blanquefort

Les pouvoirs publics exigent que Ford réinvestisse en Gironde

Ford : Bruno Le Maire reçoit syndicats et élus locaux, et met en place un groupe de travail

Bruno Le Maire : "Ford doit maintenir ses engagements industriels à Blanquefort"

Ford Blanquefort : Bruno Le Maire créé « un groupe de travail » pour maintenir l'activité

Ford-Blanquefort: Bruno Le Maire met en place "un groupe de travail restreint"

Ford Blanquefort : syndicats et élus locaux reçus par Bruno Le Maire à Bercy

---

Conférence de presse de Bruno Le Maire
Suite à la réunion sur Ford à Bercy
Filmé par la CGT Ford

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 2 mars 2018

Compte-rendu de la réunion à Bercy avec Bruno Le Maire

En présence des élus de la région Alain Juppé, Alain Rousset, Jean-Luc Gleyze, Benoît Simian, Christine Bost, Véronique Ferreira, Didier Lallement...

Bruno Le Maire démarre la réunion en expliquant que sa volonté est de travailler à ce que l'usine perdure. Pour lui, le choix de Ford de se désengager de FAI est une déception et il est probablement dû aux nouvelles lois de fiscalisation aux USA. Pour autant, il veut obtenir de Ford la relocalisation d'activités sur le site de Blanquefort.
Il dit avoir obtenu de Ford le maintien de l'activité jusqu'à fin 2019, ce qui pour lui, donne du temps pour trouver une solution. D'après son expérience, une usine fermée ne se rouvre pas. Ça n'est donc pas acceptable ni envisageable.

Alain Juppé prend la parole. Il dit que pour les élus du territoire, l'usine est emblématique et les élus locaux sont très déterminés à ce que ce site continue… Nous avons des interlocuteurs (Ford) qui ne sont pas transparents et qui nous ont menés en bateau. C'est inacceptable après l'implication des collectivités et de l'État par des aides financières importantes. Il y a des pistes de solutions comme des volumes supplémentaires de

6F35, maintien des prestations de FAI concernant le TTH pour GFT, etc...

Le Député de Gironde Benoît Simian prend la parole pour dire qu'il n'a pas grand-chose à ajouter sur ce qui a été dit auparavant. FAI est un site reconnu au niveau européen. Ford doit prendre ses responsabilités et continuer à investir, notamment par la 6F35.

Le Secrétaire du CE Gilles Lambersend prend la parole pour lire une déclaration de l'intersyndicale (elle accompagne ce compte-rendu).

Bruno Le Maire dit partager totalement notre analyse. Il entend que les volumes de productions ne sont pas satisfaisant. Il comprend que les volumes vont baisser jusqu'à la fin des activités actuelles et Ford pourrait en conclure qu'il faut arrêter. C'est un levier de négociation qu'il faut lever en priorité.
Quels sont ses moyens d'intervention ? Rendre le pays plus attractif pour relocaliser des activités en France. Il y a une guerre commerciale en train de se créer entre les USA et l'Europe. Pour autant ça n'est dans l'intérêt de personne et il va y avoir des discussions au plus haut niveau sur ce sujet. Les relations entre pays sont très tendues.

L'intersyndicale fait le bilan de la situation de l'usine et des volumes à prévoir pour la période 2018/2019 concernant toutes les activités de l'usine et la différence entre les déclarations de Ford et la réalité du terrain. Quand Ford dit pouvoir garantir les emplois avec les activités actuelles sur cette période, c'est faux !
Par ailleurs, nous dénonçons les chiffres avancés par Ford pour expliquer la non viabilité de la 8F-MID à Blanquefort puisqu'ils sont invérifiables et nous doutons fortement de leurs véracités.

Bruno Le Maire considère qu'on ne peut pas continuer comme ça. Que Ford dise les choses plutôt que de nous prendre pour des imbéciles. Sans confiance, il faudra un accord écrit et construire un groupe de travail. Concernant ce groupe de travail, il existe déjà une instance avec Monsieur Floris et un Comité de suivi qui se réunira vendredi prochain en présence de Ford. Mais ça ne suffit plus. Il faut un groupe de travail avec des décideurs de Ford et pas un simple représentant qui récite sa

feuille de route froidement comme c’est le cas jusqu’à aujourd’hui.

Véronique Ferreira prend la parole pour dénoncer l’attitude de Ford et le manque d’efficacité des Comité de suivi. Ford a perdu la confiance de tous les élus et des salariés. Comment peut-on encore travailler ensemble. Pour vendredi prochain, si nous avons en face de nous Kieran Cahill et aucuns membres décisionnaires de Ford comme par exemple Monsieur Armstrong, ça n’avancera pas. Elle insiste aussi pour obtenir une signature engageant Ford.

Alain Juppé rebondit sur le même sujet en expliquant lui aussi qu’il faut des décisionnaires de Ford et obtenir au plus vite des garanties écrites et signées. Le Comité de suivi est insuffisant et il faut créer un groupe de travail plus large.

Alain Rousset prend la parole pour rappeler la force de l’unité entre élus locaux et représentants du personnel après un pourrissement de l’affaire provoqué par Ford. Sur l’électrification des véhicules, la réponse de Ford est tombée cette semaine après y avoir pourtant montré de l’intérêt. Il faut maintenant taper du poing sur la table. Pourquoi ne pas faire une opération commando en se déplaçant jusqu’en Allemagne. Ce à quoi nous réagissons en proposant de les accompagner.

Jean-Luc Gleyze répète l’importance de rester Ford. Il rappelle qu’il faut un écrit mais encore faudrait-il avoir la certitude que cet engagement écrit soit tenu, contrairement à ce que Ford à fait sur ses engagements précédents. Aucune confiance. D’ailleurs au sujet de l’engagement des 1000 emplois non tenu, toutes les aides n’ont pas été versées, il faut donc les geler.

L’intersyndicale dénonce l’attitude de Ford qui veut accélérer son désengagement ! En effet, en pleine réunion, nous recevons des collègues de l’usine un flash info publié dans notre dos à tous. Nous en faisons la lecture. Ford y dévoile ses intentions. Ford veut accélérer son déménagement et tentera de le faire par tous les moyens en évitant de répéter les erreurs du passé suite à l’échec de leur première tentative il y a quelques années.

Pour tout le monde autour de la table, la recherche d’un repreneur n’est pas une solution. Pour l’État, les collectivités

locales et les syndicats, il est hors de question de lâcher Ford.
En conclusion, Bruno Le Maire insiste pour dire que l'engagement de transparence de l'État est absolu et il insiste sur la force de l'unité des collectivités et des salariés.

En conclusion, toutes les parties sont d'accord pour dire que la seule solution viable pour l'usine passera par Ford. C'est à Ford d'apporter les activités nécessaires pour la sauvegarde des emplois, c'est de sa responsabilité sociale.
Tous les syndicats appellent à une Assemblée Générale lundi. Il faudra la présence de tous les salariés de l'usine car des décisions d'actions seront prises à ce moment là.

Déclaration intersyndicale

Tout d'abord, nous tenons à exprimer notre profond désaccord avec l'annonce de désengagement de Ford et nous avons la ferme intention de nous donner tous les moyens nécessaires afin de nous y opposer.
En effet, cette décision est injustifiable au moment où la santé financière de la multinationale est au beau fixe et où de nouveaux produits vont intégrer le plan de charge de Ford pour le marché européen. Ford qui ne tient pas ses engagements a de lourdes responsabilités sociales qu'il faudra lui rappeler fermement.
Pour nous la priorité à court, moyen comme à long terme doit rester Ford qui a largement les moyens financiers et industriels pour continuer à investir à Blanquefort.
Dans l'urgence, il est important de consolider l'activité de l'usine pour 2018 et 2019. En effet, contrairement à ce que voudrait faire croire Ford, toutes les activités actuelles sont en fortes baisses. Par exemple, les volumes prévisionnels 2018 du double embrayage (DC500) sont divisés par 2 par rapport à l'année précédente. Pour ce qui est de l'activité de fabrication de transmissions automatiques (6F35), les volumes sont aussi en chute libre passant de 560 par jour en janvier à 420 en mai. Mais cette activité pourrait perdurer et même reprendre de la vigueur si Ford décidait d'octroyer les volumes pour le nouveau véhicule Ecosport prévu pour le marché européen, et cela sans investissements puisqu'il sera équipé de la transmission 6F35 que nous produisons déjà à Bordeaux. Ceci permettrait de

maintenir le nombre d’emplois et d’avoir du temps pour étudier une solution durable pour l’usine FAI.

Par ailleurs, il avait été mis en place des groupes de travail, notamment sur l’électrification des véhicules, qui n’ont abouti à rien du fait de la mauvaise volonté de Ford qui ne s’y est pas pleinement impliqué.

Monsieur le Ministre, vous envisagez de mettre en place un nouveau groupe de travail avec Ford, les collectivités et les représentants du personnel. Nous souhaitons que ce groupe de travail se concrétise rapidement.

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 2 mars 2018

Tract du 2 mars 2018

Quelques jours pour digérer et on répond ! C'est simple : nous voulons sauver nos emplois

Vendredi 2 mars 2018

Même si les dirigeants de Ford nous ont joué un mauvais tour sans vraiment nous surprendre, nous avons quand même besoin de digérer cela, de discuter entre nous, de voir ce que nous pouvons faire, en clair de se préparer pour la suite.

Dicton du moment : il ne faut pas confondre vitesse et précipitation… oui mais quand même

Les militant.e.s de la CGT sont convaincu.e.s que c'est immédiatement qu'il faudrait arrêter de travailler, qu'il faudrait perturber la production et se lancer dans des initiatives de blocage dans et hors de l'usine.
Seulement c'est plus compliqué.
Dans l'intersyndicale évidemment, même si encore une fois nous ne sommes pas surpris par l'attitude de Ford, ce n'est jamais simple de se lancer dans un mouvement de grève.
Alors nous ne sommes pas tous exactement sur la même longueur d'onde mais ce qui reste important, voire primordial, c'est l'unité, c'est de réfléchir ensemble, de décider de choses ensembles.

D'abord déterminer pourquoi on se bat : la sauvegarde de l'usine et des emplois !

C'est ce que nous avons fait mercredi et jeudi : nous avons élaborer une attitude commune pour la rencontre à Bercy avec le ministre de l'économie qui a lieu ce vendredi 2 mars. Nous sommes sur la même position, à savoir que nous refusons totalement la décision de Ford que nous ne validons pas.
Ford doit rester, investir, apporter de l'activité non seulement pour les 2 années qui viennent mais aussi à plus long terme.
Nous considérons que c'est la seule décision raisonnable et respectueuse aussi de nos longues années de travail et comme on dit de nos « bons et loyaux services » pour la société.
C'est aussi la seule réponse correcte au regard des aides publiques énormes que la multinationale n'a cessé de demander et de recevoir depuis tant d'années.

L'intersyndicale fera une déclaration commune dans ce sens ce vendredi

Plus nous serons déterminés, unis et solidaires, plus nous aurons les moyens de convaincre l'Etat, les pouvoirs publics, les élus locaux à tenir bon devant Ford, à exiger avec nous le maintien pur et simple de l'activité sur le site, à sauver tous les emplois existants, à apporter l'activité suffisante pour le permettre. Et on le sait tous, Ford en a les moyens !

Ce n'est pas une question économique : l'histoire de la boite 8F-MID qui coûterait 290 millions moins cher ailleurs, c'est du pipeau. C'est leur chiffre, invérifiable et dont le calcul est de toute façon biaisée car cela fait des années que les dirigeants ont laissé se dégrader la situation à FAI. Et en plus, nous le redisons, quoi de plus rationnel et économique de fabriquer en Europe les produits destinés au marché européen ?

Donc oui, alors que les dirigeants de Ford nous font de l'intox car ils voudraient nous voir baisser les bras et la tête, ils voudraient qu'on se résigne à être licenciés, c'est tout le contraire que nous faisons.

Alors oui l'intersyndicale ne doit pas lâcher prise.

APRÈS… IL Y A NOTRE MOBILISATION NÉCESSAIRE ET URGENTE

Le débat dans l'intersyndicale commence là : préparer les réunions, faire des courriers et des déclarations ensembles ok mais après ? Comment construire une mobilisation large avec les collègues. Car l'intervention de l'intersyndicale ne suffira pas, nous avons besoin de frapper très fort avec l'ensemble des salarié.e.s.

Si en 2008-2011 nous avions réussi à empêcher la disparition de l'usine c'est bien parce qu'il y a eu une forte mobilisation. Si à l'époque le gouvernement, la ministre Lagarde, les Juppé, Rousset, les collectivités territoriales sont intervenus chacune, chacun à leur niveau c'est parce que nous salarié.e.s avions poussé en multipliant les actions visibles.

Le blocage de l'usine, les distributions de tracts sur les marchés, les soutiens des mairies, de la population, les opérations escargot sur la rocade, les manifestations à Blanquefort, à Bordeaux, au Salon de l'automobile… c'est cela qui nous a permis de changer la donne.

Certes aujourd'hui, nous sommes moins nombreux et un peu plus âgés aussi ! Et alors, ça ne nous enlève pas les moyens d'agir, de nous faire entendre, de lancer des appels à la population parce que nous sommes toutes et tous concernés. L'usine Ford c'est autour de 3000 emplois induits dans la région. Une usine qui ferme cela concerne les habitants, les commerçants, les communes,…

C'est sûr nous avons les moyens de faire entendre notre colère et nous avons les moyens de sauver l'usine.

Oui nous refusons la fatalité, nous n'acceptons pas de nous faire traiter de cette manière, nous voulons vivre décemment et nous savons qu'il y a déjà trop de chômage partout autour de nous.

Donc la seule vraie solution c'est de défendre nos emplois, c'est d'exiger que Ford mette les moyens pour pérenniser l'usine.

C'est de tout cela que nous allons discuter lors de l'AG de lundi à 13h00. Débrayons et mobilisons-nous, dans l'atelier, dans les bureaux, du côté des chefs…

2018.03.02 Tract CGT Ford.pdf
Document Adobe Acrobat [177.4 KB]

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 2 mars 2018

Il est temps de passer à l'action
Appel de tous les syndicats de l'usine

FO — La force de l'indépendance
Cfdt métallurgie Gironde
CFE CGC — Le + syndical
Syndicat CFTC — La Vie à Défendre
la cgt Ford

Appel à débrayage Lundi 5 Mars
Assemblée Générale
De 13h00 à 15h00
Discutons ensemble, agissons ensemble

L'intersyndicale va, ce vendredi 2 mars, rencontrer le Ministre de l'économie Bruno Lemaire et son équipe suite à l'annonce de Ford de se désengager de l'usine. Les 5 organisions syndicales feront part à cette réunion du refus d'accepter cette décision de Ford, et que **la priorité pour le court, moyen et long terme pour notre usine reste Ford.**

Nous comptons sur l'appui affiché de l'Etat pour nous aider à faire changer la stratégie de Ford. Mais ça ne suffira pas, il faut que nous, salariés, nous mobilisions rapidement.

Lors de l'Assemblée Générale nous ferons un compte-rendu de la réunion à Bercy.

Nous devons discuter et décider aussi ensemble des actions que nous mettrons en place dans la foulée.

Appel à débrayage de 13 à 15 heures
pour une Assemblée Générale
de tout le personnel
Lundi 5 mars à 13h00
aux portllons de l'usine
(entrée principale)

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 1er mars 2018

Public Sénat le 1er mars 2018 : Interview de Bruno Le Maire, Ministre de l'économie et des finances, concernant l'annonce de Ford de se désengager de son usine de Blanquefort

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 1er mars 2018

Prochain Comité de suivi :
Le vendredi 9 mars 2018

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Le Préfet de région

Bordeaux, le 01 MARS 2018

Monsieur,

Je vous indique que le comité de suivi de Ford Aquitaine Industries se tiendra :

Le vendredi 9 mars 2018 à 14h
à la Préfecture de la Gironde
Salle Esprit des Lois – 5ème étage

Je vous remercie de bien vouloir être présent à cette réunion ou de vous y faire représenter.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Préfet de région,

Didier LALLEMENT

2018.03.09 Convoc Comité de suivi.pdf
Document Adobe Acrobat [1.3 MB]

Ford Aquitaine Industries dans les médias du 1er mars 2018

Ford : "Le problème ne concerne pas Blanquefort, mais toute la Gironde" dit la maire Véronique Ferreira

Blanquefort (33) : « Ford ne peut pas nous lâcher comme ça ! »

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 1er mars 2018

Tract du 1er mars 2018

Ford se moque de nous
Ne nous laissons pas faire
Ford doit maintenir l'activité et les emplois !
Avec les pouvoirs publics, mobilisons-nous

Jeudi 1er mars 2018

L'annonce de Ford lors de la réunion CE extraordinaire est à coup sûr une très mauvaise nouvelle et logiquement, elle suscite parmi nous de l'écœurement, de la colère mais aussi une sorte de coup de blues. Mais cela ne doit pas nous faire baisser les bras ou nous faire abandonner tout espoir.

Disons-le clairement, si Ford a parlé et mal parlé, de notre côté, nous n'avons certainement pas dit notre dernier mot ! Nous continuerons à défendre l'usine et nos emplois parce que la décision de Ford est inadmissible et injustifiable, parce que les pouvoirs publics locaux par Juppé et Rousset notamment, le gouvernement par Lemaire, se sentant trahis ont de suite réagi pour dénoncer la décision de la multinationale et pour dire que l'usine devait être pérennisée. Ce sont des points d'appuis que nous n'allons pas négliger.
Nous avons donc d'autant plus de raisons de réagir, d'agir, d'exprimer notre mécontentement, notre désaccord profond, notre profonde détermination à préserver nos emplois et ceux induits dans la région.

Une longue histoire d'entourloupe, de quoi nous mettre en colère

En vrai, l'annonce n'est pas une surprise. Quel que fut notre niveau d'optimisme ou d'illusion, cela fait très longtemps que Ford se moque de nous, salarié.e.s, et des pouvoirs publics. Depuis quasiment son retour en 2011, la multinationale n'a donné aucun signe d'un engagement véritable pour assurer l'avenir du site.
La liste est longue : pas d'embauche pour un effectif vieillissant, pas de recherche d'activités et même des abandons d'activités comme la fabrication des racks, pas d'investissements pour moderniser les équipements comme au TTH…
Nous n'allons pas refaire toute l'histoire, on l'a connais par cœur. Ford n'a cessé de nous baratiner, de gagner du temps pour elle et d'en perdre pour nous. Ford n'a jamais eu l'intention d'apporter de nouvelles activités. Ses histoires de rentabilité, de comparaison des coûts, c'est du pipeau !
Car apporter une nouvelle transmission sur FAI pour le marché européen, c'était simple, c'était possible et c'est toujours possible parce que nous savons faire et bien faire, parce qu'il y a largement de quoi faire, il y a des projets et puis qu'y a-t-il de plus rationnel que de produire en Europe des produits pour le marché européen ?

Nous n'acceptons pas la décision de Ford, tout simplement

Nous remettons en cause la décision de Ford. Nous remettons en cause son droit de se désengager avec autant de légèreté, de cynisme, de mépris. Pendant plus de 40 ans, la multinationale a fait des bénéfices grâce à l'activité de FAI, grâce au travail de ses salarié.e.s. Ford a fait des bénéfices aussi grâce aux aides publics depuis le début en 1972 : combien de centaines de millions de francs puis d'euros depuis 1972 ? Au final, quelle est la part publique de cette usine ? Alors de quel droit Ford pourrait ainsi plier bagages sans avoir de compte à rendre et d'obligations envers nous ?

Oui les salarié.e.s et les pouvoirs publics ont largement leur mot à dire. C'est ça que nous devons faire respecter. Et c'est ça que le gouvernement et les collectivités territoriales doivent faire appliquer pour sauver l'usine.

Encore moins de temps à perdre : comment faire pour être efficaces ?

Dans l'usine entre collègues, comme au sein de l'intersyndicale, ça discute à fond évidemment. Comment réagir, quoi faire, quand ? On a des doutes mais surtout de la colère et l'envie de travailler n'y est vraiment pas, ce qui est tout à fait légitime.
Car Ford a rompu tout lien de confiance, Ford a rompu sa part de contrat alors pourquoi nous salarié.e.s nous sentirions nous obligé.e.s de respecter quoi que ce soit ? Pourquoi devrions-nous être toujours les larbins, les berné.e.s ?
Entre les syndicats, même si nous avons globalement la même analyse de la situation et de l'attitude de Ford, nous n'avons pas exactement la même réaction et pas exactement les mêmes propositions dans l'immédiat. C'est normal, il faut en discuter.
L'objectif pour nous tous, c'est de pousser Ford à changer de politique, c'est pousser Ford à investir et à apporter de l'activité, à être réglo, à respecter ses engagements, à respecter les pouvoirs publics et la collectivité.
Nous pouvons et voulons agir de concert avec les élus locaux, avec l'Etat et le gouvernement. Nous rencontrons en urgence le ministre de l'économie et des élus locaux ce vendredi à midi à Paris-Bercy. Nous avons reçu des messages de soutien et de sympathie de la part de la région, du département, de la ville qui se sentent trahis par Ford.
Tout cela a de quoi nous encourager à maintenir le cap de la défense des emplois et de l'activité Ford sur l'usine. Il s'agit pour nous d'agir de concert dans la mesure du possible, de mener ensemble la même pression sur Ford.

La mobilisation des salarié.e.s est inévitable : cette fois c'est maintenant !

L'action des pouvoirs publics c'est un gros point d'appui pour nous, c'est indéniable. Mais l'Etat, les élus locaux, les collectivités territoriales agiront d'autant plus clairement que nous les salariés serons derrière à pousser, capables de nous faire entendre, d'agir par nous-mêmes et ainsi de mettre la pression.
Nous à la CGT, nous sommes convaincus qu'il faut se mobiliser dès maintenant.
On fait aussi le bilan d'une année sans mobilisation, depuis la grève réussie de janvier 2017 avec tous les syndicats. On a passé une année à repousser les actions parce que ce n'était jamais le moment, à penser pour certains qu'il fallait être « sages » ou « responsables », à laisser le temps à Ford de préparer le futur. Et bien on voit le résultat : Ford s'est moqué de nous, Ford a joué la montre jusqu'à ce que ce ne soit plus possible du fait de nos rencontres avec le nouveau Préfet, le délégué interministériel qui mettaient la pression.
Alors nous sommes dès maintenant pour un mouvement de grève, pour des journées usines mortes, pour des actions visibles, des actions de blocages comme en 2008. C'est de cette manière que nous pourrions établir un véritable bras de fer, un autre rapport de force.
Nous savons bien que dans l'usine, l'ambiance n'est pas forcément à croire que nous pouvons changer les choses, il y a des doutes, des hésitations, un sentiment d'impuissance. C'est une réalité. Mais qu'avons-nous à perdre ? Strictement rien. Car à ce jour, Ford abandonne l'usine et peut-être plus vite qu'on ne le pense.
Discutons de tout ça entre nous, collègues, dans les ateliers, dans les bureaux, avec les chefs petits ou grands, entre nous syndicats (prochaine intersyndicale ce matin).

Nous avons une chance de sauver les emplois, alors ne la gâchons pas !

2018.03.01 Tract CGT Ford.pdf
Document Adobe Acrobat [195.9 KB]

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 1er mars 2018

Les journaux télés du 28 février 2018

France 3

TV7

BFMTV / RMC

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 28 février 2018

Ford Aquitaine Industries dans les médias du 28 février 2018

L'usine de Ford Blanquefort en route pour la casse?

Fermeture de l'usine Ford de Blanquefort : un dossier chaud pour Bercy

Ford-Blanquefort: personnel et élus à Bercy vendredi (syndicats)

Ford se désengage de l'usine de Blanquefort : quel avenir pour les 900 salariés ?

SUD OUEST
BORDEAUX RIVE GAUCHE

Bordeaux

Préavis de grève en vue chez les policiers municipaux

Page 20a

IDÉE CADEAU
OFFREZ LE JOURNAL DU LA "UNE" DE SUD OUEST QUI VOUS A MARQUÉ !
Appelez le : 05 35 31 31 31

MERCREDI 28 FÉVRIER 2018 - 1,20€
www.sudouest.fr

Ford lâche son usine de Gironde

- Hier, le groupe auto américain a annoncé qu'il ne réinvestirait pas dans son usine de Blanquefort.
- Le carnet de commandes est plein jusqu'en 2019, mais au-delà, quel avenir pour le site ?
- Plus de 900 emplois pourraient être directement menacés.

Pages 2 et 3

Inquiets mais mobilisés, les salariés de l'usine de Blanquefort ont déployé hier une banderole sur le portail d'entrée du site de production de boîtes de vitesses. PHOTO THIERRY DAVID « SUD OUEST »

2 — 3

Le fait du jour

sudouest.fr

Ford se désengage de l' usine de Blanquefort

INDUSTRIE Le constructeur américain renonce à fabriquer en Gironde la nouvelle boîte de vitesses automatique. Comité sauver le site blanquefortais qui emploie environ 900 salariés

« Un symbole plus qu'une usine »

Le Maire : « Pleinement mobilisé »

CHRONOLOGIE

1970

2007

2008

2011

[2018.02.28 SudOuest 1.pdf](#)
Document Adobe Acrobat [425.0 KB]

[2018.02.28 SudOuest 2.pdf](#)
Document Adobe Acrobat [612.2 KB]

[2018.02.28 SudOuest 3.pdf](#)
Document Adobe Acrobat [447.2 KB]

Mille emplois en sursis à Blanquefort

l'Humanité

Alain Juppé veut que "Ford assume ses responsabilités" à Blanquefort

LA TRIBUNE

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 28 février 2018

Réunion d'échanges concernant la situation de l'usine Ford Aquitaine Industries à Blanquefort - vendredi 2 mars 2018 à 12h00 à Bercy

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances,
vous convie à une réunion d'échanges concernant la situation de l'usine Ford Aquitaine Industries à Blanquefort :

Vendredi 2 mars 2018 à 12h00

au ministère de l'Économie et des Finances
au 7ème étage de l'Hôtel des ministres

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
economie.gouv.fr ■ @_Bercy_

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 28 février 2018

Les journaux télés du 27 février 2018

TF1

Europe 1

France 2